



## **Ni 65 ans, ni 64 ! Retrait pur et simple du projet de réforme des retraites Macron !**

**Les travailleurs devront imposer aux dirigeants syndicaux :**

**Rupture immédiate de la concertation avec le gouvernement !**

Le 26 octobre, lors de son interview télévisée, Macron a été clair :

« J'ai un mandat de nos compatriotes. A partir de 2023, nous décalerons de 4 mois par an l'âge de départ à la retraite. On passera en 2025 à 63 ans, en 2028 à 64 ans et en 2031 à 65 ans. »

Question : « Est ce que vous souhaitez un compromis avec les partenaires sociaux ? »

Réponse : « La concertation a commencé. Elle va se prolonger jusqu'à la fin de l'année. Si certains sont prêts à s'engager et à dire : nous, on ne veut pas aller jusqu'à 65 ans, mais on veut bien aller à 64 ans, et si vous faites ce geste (sic), on veut bien travailler un peu plus de trimestres. »

Macron est clair sur l'objectif de la réforme : une nouvelle et violente attaque contre les droits à la retraite. Mais il est clair aussi sur le cadre de la concertation. Il ne peut s'agir d'autre chose que d'une concertation sur la façon de mettre en œuvre la contre-réforme.

Macron, bourreau des droits à la retraite des travailleurs propose la « concertation ». Autrement dit, il se comporte comme le bourreau qui dit : si vous acceptez la mort par strangulation, je veux bien renoncer à l'exécution par flagellation !

### **Participer à la concertation, c'est accepter la contre-réforme Macron**

Dans ces conditions, il est clair que la responsabilité des dirigeants syndicaux est de refuser toute participation à la concertation et, puisque, comme Macron l'indique, la concertation a déjà commencé, leur responsabilité est de la rompre immédiatement. Continuer à prétendre que l'on peut dans le cadre de la concertation ainsi cadrée « défendre les revendications », c'est se moquer des travailleurs.

Or que lit-on dans la déclaration commune du 4 octobre signée notamment par CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF :

« L'intersyndicale, réunie le 3 octobre à Bagnolet, a pris acte de la volonté du gouvernement d'ouvrir des consultations concernant notre système de retraite. Il faut que le gouvernement précise ses intentions, ses éléments de diagnostics, la méthode de concertation et ses objectifs.

Attachées au système par répartition, les organisations syndicales se disent ouvertes pour mener des concertations qu'elles souhaitent loyales et transparentes pour plus de justice sociale. »

Peut-on prétendre une seule seconde ne pas connaître les « intentions », les « objectifs » du gouvernement ? Peut-on prétendre une seule seconde qu'il s'agit de « plus de justice sociale » ?

La concertation a débuté le 10 octobre :

« Tous les participants étaient présents et l'ambiance apaisée », se sont réjouis les services du ministère du Travail hier à l'issue de la première réunion de concertation avec les syndicats sur les retraites. La réunion s'est tenue "de bout en bout" et les organisations syndicales "ont toutes pu prendre la parole" .

Le gouvernement peut se réjouir ! Toutes les directions syndicales participent en effet désormais à la concertation du gouvernement, y compris celle de la CGT, après une brève « suspension » de sa participation.

**Aucune revendication ne peut être satisfaite, aucune des contre-réformes gouvernementales ne peut être retirée sans que soit organisé l'affrontement avec le gouvernement Macron**

Le gouvernement Macron a engagé la plus violente offensive contre l'ensemble des droits du prolétariat : retraites, assurance-chômage, accès de la jeunesse à l'instruction, à la qualification avec la réforme-destruction des Lycées professionnels et la sélection à tous les niveaux (pour l'accès à l'université, pour la poursuite d'études en master, etc.).

Il mène cette offensive à coup de 49ter. Il renforce les mesures de police anti-ouvrières (réquisitions) et l'État policier lui-même. Les dernières déclarations de Darmanin, assimilant les manifestants à des terroristes (lorsqu'il parle d'« *écoterrorisme* »), sont lourdes de sens. Cela signifie qu'il donne ordre à ses flics de traiter les manifestants comme des « terroristes » : carte blanche à la violence policière !

Rien n'est possible sans infliger une défaite au gouvernement. Outre le retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites, c'est la condition pour pouvoir imposer :

- la défense du pouvoir d'achat rongée par l'inflation : rattrapage immédiat des salaires par rapport aux prix en 2022, échelle mobile des salaires (indexation automatique des salaires sur les prix) ;
- la création massive de postes dans les hôpitaux, dont la situation dramatique est aujourd'hui à nouveau mise en évidence à travers la situation de la pédiatrie, situation où, disent les médecins, « *on met les enfants en danger* » ;
- la création massive de postes d'enseignants, dont les salaires doivent être largement augmentés ! Défense des Lycées professionnels ! Retrait de la contre-réforme des LP !
- A bas la sélection à l'université ! Accès de tous les bacheliers à la filière universitaire de leur choix ! Accès de tous les titulaires de la licence au master !

Ce sont là quelques-unes des revendications urgentes. Pour défaire le gouvernement : assez de journées d'action à répétition et sans aucun mot d'ordre précis !

C'est le combat centralisé contre le pouvoir et en sa direction que les directions syndicales doivent prendre en charge, ce qu'ils ne feront que si les travailleurs le leur imposent.

Infliger une défaite franche au gouvernement Macron poserait la question de la constitution d'un autre gouvernement. Mais quel gouvernement ? Il ne peut s'agir que d'un gouvernement ouvrier prenant la forme d'un gouvernement des seules organisations ouvrières dont les travailleurs exigeront satisfaction de leurs revendications.

**G**uerre inter-impérialistes en Ukraine, récession économique annoncée et inflation, catastrophe climatique progressant à vitesse accélérée : voilà où conduit le maintien à l'échelle mondiale du système capitaliste dont le moteur est la recherche du profit par la classe dominante au prix de la misère grandissante de la grande masse, de la liquidation des systèmes de santé et d'enseignement, du maintien des femmes travailleuses dans une situation d'oppression moyenâgeuse dans de nombreux pays.

*Le combat pour le socialisme commence par le combat dans chaque pays pour le gouvernement ouvrier. En France, le combat pour le gouvernement ouvrier est inséparable de celui pour les États-Unis socialistes d'Europe.*

**S**eulement la révolution sociale, renversant la domination du Capital, socialisant les grands moyens de production et d'échange, renversant dans chaque pays les gouvernements aux ordres de ce même capital, instaurant la république universelle des conseils ouvriers, peut éviter la catastrophe. Elle seule peut éviter que l'humanité s'enfoncé inéluctablement toujours plus profondément dans la barbarie dont déjà ces dernières années montrent la progression inquiétante.

*De puissants mouvements spontanés ont lieu et ont eu lieu (Algérie, Sri Lanka, aujourd'hui Iran), mais ils ne peuvent aboutir sans que se constituent partout des partis ouvriers révolutionnaires, à l'échelle internationale, une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est à cette construction que les militants regroupés autour du bulletin Combattre pour le socialisme entendent contribuer. Prenez contact avec les militants.*

A.E.P.S. 1bis, rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL / e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)

Site web : <http://socialisme.free.fr>